

Publications économiques et financières



Conjoncture économique

N°637 / décembre 2020

TENDANCES CONJONCTURELLES

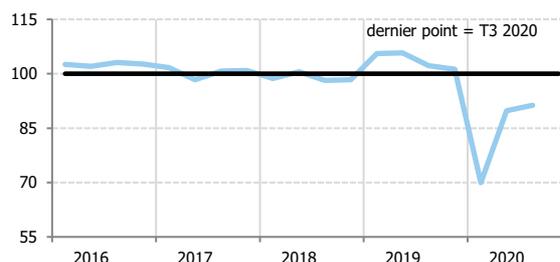
3^E TRIMESTRE 2020

La conjoncture économique à la Martinique

Une reprise économique sans rattrapage

Au troisième trimestre 2020, le climat conjoncturel, mesuré par l'enquête de conjoncture auprès des entreprises martiniquaises, s'est légèrement amélioré. L'indicateur du climat des affaires (ICA) est en hausse de 1,5 point pour s'établir à 91,3 points. Les réponses concernant le trimestre en cours (correspondant au troisième trimestre) ont contribué positivement à l'évolution de l'ICA, illustrant l'impact de la reprise économique post-confinement sur le climat conjoncturel. En particulier, les entreprises se déclarent plus optimistes concernant leur activité et leurs soldes de gestion (trésorerie, délais de paiement). A contrario, les réponses concernant le trimestre à venir (correspondant au quatrième trimestre) ont contribué négativement à l'évolution de l'ICA, les entreprises semblant anticiper les difficultés liées à la nouvelle dégradation des conditions sanitaires (reconfinement du mois de novembre). Le retournement des soldes d'opinions concernant l'activité, la trésorerie et les délais de paiement anticipés contribuent le plus au regain de pessimisme pour la fin d'année.

Indicateur du climat des affaires
(100 = moyenne de longue période)

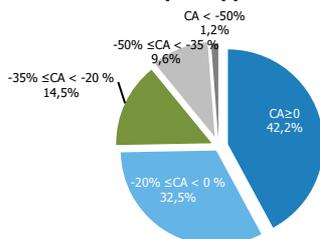


Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

Dans l'ensemble, l'ICA reste encore nettement en dessous de sa moyenne de longue période, dessinant une reprise économique en aile d'oiseau, sans véritable rattrapage.

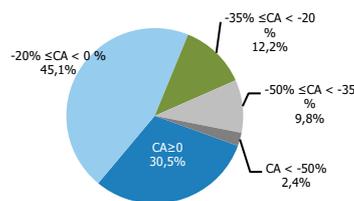
Au troisième trimestre 2020, les chefs d'entreprise sont 28,6 % à déclarer que la crise sanitaire a perturbé leur approvisionnement, 35,0 % à déclarer qu'elle a perturbé leur organisation interne (effectifs, conditions de travail, etc.) et surtout 51,2 % à indiquer avoir perdu des clients. Toutefois, la part des entreprises n'ayant pas subi de dégradation du chiffre d'affaires par rapport au même trimestre l'année précédente a augmenté de 24,1 % à 42,2 % au troisième trimestre. De même, la part de celles qui déclaraient une perte supérieure à 50 % a fortement baissé de 16,9 % à 1,2 %, signe du redressement à l'œuvre.

Evolution du chiffre d'affaires (CA) au T3 2020 par rapport au T3 2019



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

Variation du CA prévue en 2020 par rapport à 2019



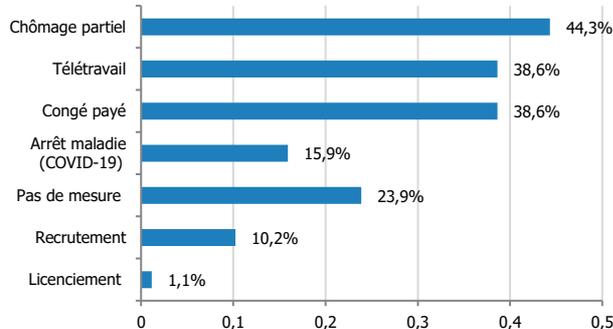
Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

Dans ce contexte, 44,3 % des entreprises ont déclaré avoir utilisé la mise en activité partielle pour certains de leurs salariés (en baisse de 29,9 pts par rapport au T2), 38,6 % ont mis en place des dispositifs de télétravail (en baisse de 18,6 pts) et 38,6 % ont réalisé des mises en congés payés (en baisse de 8,6 pts). Le recours aux licenciements est en baisse (1,1 % après 3,4 %), alors que le recours aux recrutements est en hausse (10,2 %, après 7,9 %).

À fin septembre, les banques martiniquaises ont octroyé 854 millions d'euros de trésorerie (687 millions d'euros sous forme de prêts garantis par l'État (PGE), 167 millions d'euros sous forme de moratoires) aux entreprises, soit l'équivalent de 85 % du chiffre d'affaires mensuel de l'ensemble des entreprises de l'île.

Les chefs d'entreprise interrogés sont 31,5 % à avoir sollicité des aides publiques (dont PGE). 7,9 % ont eu recours à des concours bancaires hors PGE (report d'échéances bancaires, découvert autorisé, affacturage, autre). 13,5 % ont sollicité un allongement des délais de règlement des fournisseurs. Enfin, 9,0 % ont requis une accélération du recouvrement des créances clients.

Mesures mises en place pour l'emploi



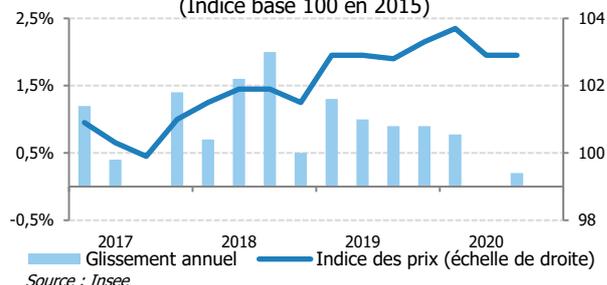
Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

Stabilité des prix à la consommation

À fin septembre, l'indice des prix à la consommation est resté stable (+0,0 %) par rapport au mois de juillet 2020¹. Dans le détail, les prix de l'énergie (+1,5 %) et dans une moindre mesure des produits manufacturés (+0,4 %) ont progressé sur les trois derniers mois. Les prix de l'alimentation sont restés stables sur la période. Le prix des services est, quant à lui, en repli de 0,7 %.

Sur un an, l'inflation faiblit pour atteindre +0,1 %. Toutefois, les variations par poste sont plutôt hétérogènes. Ainsi, la progression des prix de l'alimentation (+2,4 %) et des prix des services (+0,6 %) est compensée par la forte baisse des prix de l'énergie (-6,7 %) et par la diminution des prix des produits manufacturés (-0,7 %).

Indice des prix à la consommation (Indice base 100 en 2015)



Source : Insee

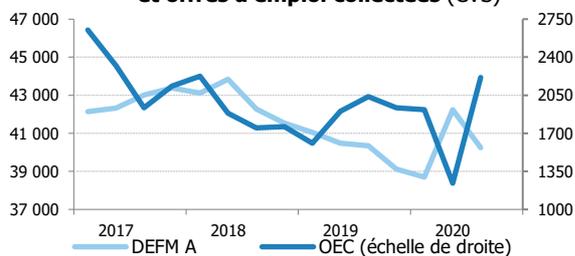
Amélioration du marché du travail

À fin septembre, la situation de l'emploi s'améliore, de concert avec la reprise post-confinement. Le nombre de demandeurs d'emploi (DEFM A) est en diminution au troisième trimestre (-4,7 %, CVS) et s'élève à 40 270 (CVS). En parallèle, le nombre d'offres d'emploi enregistrées est en forte hausse (+78,3 %, CVS). L'amélioration des conditions sur le marché du travail a profité à l'ensemble des tranches d'âge : les inscrits en DEFM A sont en baisse de 6,3 % (CVS) pour les 25-49 ans, de 3,3 % pour les plus de 50 ans et de 1,5 % pour les moins de 25 ans.

Le repli du nombre de demandeurs d'emploi est également visible dans les chiffres communiqués par l'Acoss selon lesquels la masse salariale privée a retrouvé son niveau du premier trimestre de 2020 (soit 547,6 m€). En cumul sur les trois premiers trimestres, elle reste cependant inférieure de 8 % à son niveau de l'année précédente.

Sur un an, malgré l'impact de la crise sanitaire, le nombre de DEFM A est en légère baisse (-0,2 %, CVS). Toutefois, les perspectives d'emploi au quatrième trimestre se dégraderaient selon l'enquête de conjoncture.

Demandeurs d'emploi en fin de mois et offres d'emploi collectées (CVS)



Sources : SMT, Pôle emploi, Dares

L'ACTIVITE PARTIELLE

Le décret du 25 mars 2020 a adapté le dispositif d'activité partielle à la situation issue de la crise sanitaire en assouplissant sa procédure et en augmentant le montant de l'allocation. La fin du confinement de mi-mars à mi-mai coïncide avec une baisse du recours à l'activité partielle en Martinique. Ainsi, en septembre 2020, 785 demandes d'activité partielle (contre 2 240 demandes en juin 2020) ont été enregistrées par la Dares. Ces demandes concernent 4 035 salariés (contre 11 030 en juin).

¹ La crise sanitaire a affecté la production de l'indice des prix à la consommation entre les mois d'avril et juin. Les relevés de prix physiques ont été suspendus du 16 mars au 22 juin. La valeur du relevé de juin étant indisponible, nous avons exceptionnellement reporté dans le graphique joint la valeur du relevé de juillet.

Rebond de la consommation des ménages

Les dépenses de consommation des ménages rebondissent après le confinement. Les importations de biens de consommation durables (principalement électroménager et meubles) et de biens de consommation non durables (essentiellement textile, produits alimentaires et pharmaceutiques) augmentent de 111,8 % (CVS) et 13,7 % (CVS) respectivement. Les immatriculations de véhicules particuliers neufs suivent la même dynamique haussière avec +42,3 % (CVS), soutenus par le rebond des crédits à la consommation (+4,1%).

En dépit de cette reprise de la consommation, il n'y a pas encore de rattrapage du niveau habituel de consommation. En effet, le report des dépenses contrariées des ménages du deuxième au troisième trimestre apparaît comme faible. À fin septembre, le surplus d'épargne nette des ménages formé au second trimestre et évalué à 260 millions d'euros apparaît toujours sur leurs dépôts à vue, fragilisant l'hypothèse d'un rattrapage économique au second semestre.

Malgré la crise sanitaire, les indicateurs de vulnérabilité des ménages restent bien orientés au troisième trimestre. Le nombre d'incidents de paiement sur chèques (-6,6 %), de retraits de cartes bancaires (-6,4 %), ainsi que le nombre de personnes physiques en interdiction bancaire (-5,4 %) reculent en variation trimestrielle. Par ailleurs, si le nombre de dossiers de surendettement déposés ce trimestre auprès de l'IEDOM est sensiblement identique aux dépôts enregistrés au troisième trimestre 2019 (107 après 105), il a presque triplé par rapport au trimestre précédent (37) compte tenu du contexte de confinement du deuxième trimestre.

Confirmation du regain d'optimisme concernant l'investissement

Les chefs d'entreprises sondés dans le cadre de l'enquête de conjoncture révisent leurs anticipations d'investissement à la hausse par rapport au deuxième trimestre. Les secteurs pour lesquels les révisions sont les plus importantes sont ceux des industries agroalimentaires, des services aux entreprises et des autres industries. Le solde d'opinions concernant le secteur du commerce indique une détérioration évidente dans la mesure où la grande distribution a achevé d'importants chantiers de rénovations. Quant à celui du tourisme, il est moins dégradé qu'au trimestre précédent, mais reste mal orienté.

Les importations de biens d'investissement (+70,9 %, CVS) et les immatriculations de véhicules utilitaires (+59,0 %, CVS) sont en forte hausse au troisième trimestre, en lien avec la reprise de l'activité post-confinement.

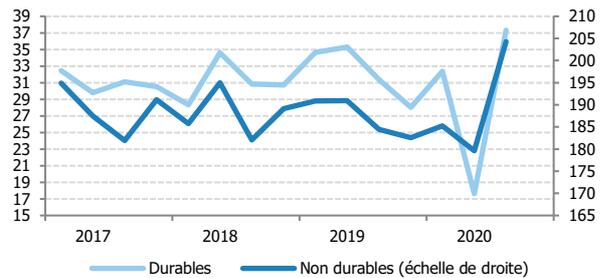
En termes de vulnérabilité, la situation semble également s'améliorer. Le nombre de personnes morales en interdiction bancaire (-5,8 %) ainsi que les impayés sur effets de commerce en volume (-38,3 %) comme en montant (-43,6 %) se replient.

Vers une normalisation des échanges extérieurs

Les exportations hors produits pétroliers sont en légère hausse de 0,4 % (CVS) au troisième trimestre. Cette évolution découle notamment de la hausse des exports de la catégorie « autres produits industriels » (+0,2% CVS). Les importations hors produits pétroliers progressent plus fortement (+40,1 %, CVS) du fait de la croissance des importations de matériel de transport (+45,5 %), des équipements mécaniques et matériel électrique (+70,3 %) et dans une moindre mesure des autres produits industriels (+39,7 %, CVS).

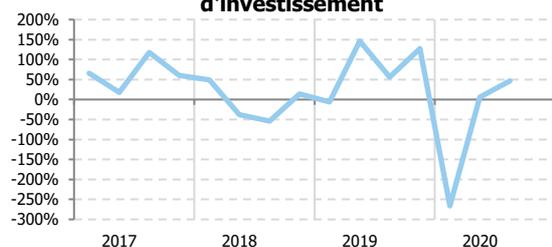
Enfin, les échanges de produits pétroliers se redressent au troisième trimestre après une forte baisse au trimestre précédent : les exportations (+65,9 %, CVS) comme les importations (+25,5 %, CVS) augmentent sensiblement. Cette évolution s'explique principalement par la normalisation de la demande de carburants après la période de confinement.

Importations de biens de consommation (CVS, en millions d'euros)



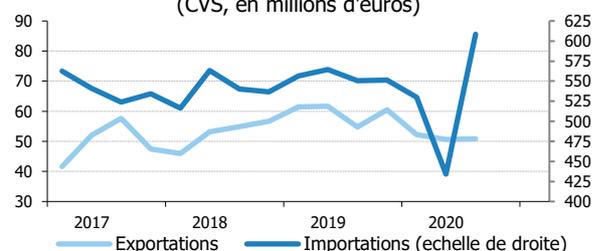
Source : Douanes

Solde d'opinion des prévisions d'investissement



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

Échanges extérieurs de biens, hors produits pétroliers (CVS, en millions d'euros)



Source : Douanes

La conjoncture sectorielle

La modeste amélioration du climat conjoncturel semble avoir profité à l'ensemble des secteurs, mais dans des proportions inégales. Le redressement des soldes d'opinions est plus franc pour les secteurs de l'industrie, du BTP et dans une moindre mesure de l'agroalimentaire. La situation semble moins favorable pour les secteurs du commerce, des services à l'entreprise et du tourisme.

Au sein des filières **agricole et agroalimentaire**, le climat d'affaires s'améliore sensiblement. Les chefs d'entreprise du secteur déclarent majoritairement faire face à une hausse de l'activité au troisième trimestre. Ils signalent également que le niveau de leurs effectifs et de leurs stocks a augmenté. Néanmoins, les soldes d'opinions concernant les charges d'exploitation, la trésorerie et les délais de paiement restent dégradés. Leurs exportations sont au mieux stagnantes (-1,6 % pour l'ensemble des produits agroalimentaires, -9,5 % pour les produits agricoles, tirés vers le bas par les exports de bananes qui baissent de -4,5 %, -8,7 % pour le rhum). Anticipant l'impact du reconfinement du mois de novembre, leur pessimisme grandit concernant le volant d'activité anticipé au quatrième trimestre. Selon l'enquête, le chiffre d'affaires du secteur subirait en moyenne une légère baisse (inférieure à 5 %) par rapport au T3 2019.

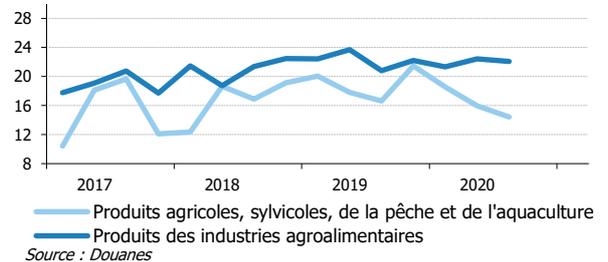
Les **industriels** interrogés dans le cadre de l'enquête signalent majoritairement un redressement de l'activité au troisième trimestre. Les indicateurs sont bien orientés à l'exception des soldes de gestion qui semblent même se dégrader. La hausse du solde d'opinions sur les stocks de produits finis, dont le niveau est déjà très élevé depuis le début de l'année, suggèrent que les ventes des entreprises du secteur n'ont pas atteint un niveau satisfaisant. Ainsi elles sont 52 % à déclarer être inquiètes des débouchés clients. En moyenne², elles déclarent une baisse de leur niveau de chiffre d'affaires comprise entre 7 % et 8 % par rapport au T3 2019.

Selon les déclarations des professionnels du **BTP**, l'activité a rebondi au troisième trimestre. En particulier, les délais de paiement et les charges d'exploitation se sont sensiblement améliorés. Le redressement de l'activité est également attesté par les indicateurs sectoriels. Ainsi, les ventes de ciment repartent à la hausse (+36,3 %, CVS), tant les ventes en sac (+21,3 %, CVS) qui reflètent les petits chantiers que les ventes en vrac (+43,8 %, CVS) qui illustrent l'évolution des grands chantiers structurants. Les importations d'éléments en métal pour la construction (+36,0 %, CVS) ainsi que les attestations de conformité (15,4 %, CVS) progressent également ce trimestre. Par ailleurs, les chefs d'entreprise du secteur sont une majorité à prévoir une hausse de leurs investissements dans les 12 prochains mois, et ce pour le deuxième trimestre consécutif. Le chiffre d'affaires du secteur baisserait toutefois en moyenne de 13 % par rapport au T3 2019.

Les entreprises œuvrant dans les secteurs du **commerce** et des **services aux entreprises** sont les seules à indiquer majoritairement une baisse de l'activité au troisième trimestre. Les soldes d'opinions sont tous mal orientés, à l'exception des soldes pour le trimestre en cours (correspondant au T3) concernant la trésorerie, les prix et pour le secteur des services les délais de paiement. Le secteur automobile illustre quelque peu la situation du secteur : si les immatriculations ont connu un sursaut au troisième trimestre relativement au trimestre précédent, leur niveau de vente en cumul est inférieur de 21 % à l'année précédente. Le chiffre d'affaires du secteur serait en légère baisse (inférieur à 5 %) par rapport au T3 2019.

Les déclarations des professionnels du secteur du **tourisme** traduisent une modeste amélioration du climat d'affaires. Toutefois, la situation paraît toujours plus délicate pour l'hôtellerie et les services de location de véhicules. À cet égard, la fermeture de certains établissements à l'automne, au moment de notre enquête, suggère que la situation est plus dégradée que ne nous le révèlent nos indicateurs. La fin des restrictions de déplacement à destination et en provenance de l'Hexagone au troisième trimestre a toutefois donné lieu à une importante augmentation de la fréquentation de l'aéroport de 378,6% (CVS) à la fin septembre. Le nombre de vols a également augmenté de 201,3% (CVS). Le chiffre d'affaires du secteur serait en baisse de 35 % environ par rapport au T3 2019.

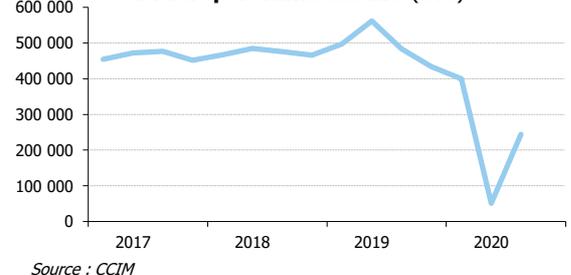
Exportations de produits agricoles et de produits agroalimentaires
(CVS, en millions d'euros)



Ventes de ciment
(CVS, en milliers de tonnes)



Trafic de passagers à l'aéroport Aimé Césaire (CVS)



² Calculée en excluant les valeurs supérieure et inférieure les plus extrêmes.

LA PERSISTANCE DE LA PANDEMIE ASSOMBRIT LA REPRISE ECONOMIQUE DES PAYS DES CARAÏBES

Selon les dernières perspectives du FMI, d'octobre 2020, le PIB de la région caraïbe devrait se replier de 5,4 % en 2020 et l'indice des prix à la consommation s'inscrirait en hausse de 9,3 % en fin d'année.

En juillet 2020, les estimations du FMI prévoyaient une diminution de 9,9 % sur l'année pour les îles tributaires du tourisme¹ et un ralentissement à +0,6 % pour les pays exportateurs de produits de base². Si ces estimations s'inscrivaient en légère hausse pour les premiers (estimation en juin : -10,3 % sur l'année 2020), elles ont été revues à la baisse pour les seconds (+3,5 % sur un an, en juin 2020) sous l'effet des prévisions d'exportations moroses compte tenu d'une reprise longue et incertaine de l'économie mondiale.

Contrairement aux constats faits lors des récessions précédentes, l'emploi a diminué plus fortement que le PIB au deuxième trimestre 2020. Les pays des Caraïbes présentent deux caractéristiques structurelles qui ont entraîné des conséquences économiques relativement importantes : un nombre comparativement plus élevé qu'ailleurs de personnes qui exerce une activité nécessitant une proximité physique et moins de personnes qui occupent un emploi pouvant s'effectuer en télétravail. Près de 45 % des emplois se situent dans les secteurs à forte intensité de contact (restaurants, magasins, transports, etc.), contre à peine plus de 30 % dans les pays émergents. Seul un emploi sur cinq peut-être exercé à distance, soit la moitié de ce que l'on observe dans les pays avancés et moins que la moyenne des pays émergents (26 %). Ces caractéristiques conjuguées à un niveau élevé d'informalité et de pauvreté, ainsi qu'au ralentissement des échanges commerciaux et aux perturbations financières provoqués par les difficultés que connaît l'économie mondiale, ont concouru à l'effondrement historique de l'activité.

Tributaires du tourisme à hauteur de 20 à 90 % du PIB et de l'emploi, les pays des Caraïbes ont été les plus durement touchés. Alors qu'ils ont relativement bien réussi à endiguer la propagation du virus, l'arrêt brutal de la venue de touristes et les confinements locaux ont porté un coup fatal à leur économie. La reprise risque de prendre du temps, le FMI prévoit une croissance de 4,0 %¹ et 3,8 %² en 2021. La plupart des pays ne devraient pas retrouver leur PIB et leur revenu réel par habitant d'avant la pandémie respectivement avant 2023 et 2025, soit plus tard que toutes les autres régions du monde.

Source : IMF blog, Samuel Pienknagura, Jorge Roldós et Alejandro Werner

¹ Antigua-et-Barbuda, Aruba, Bahamas, Belize, Dominique, Grenade, Haïti, Jamaïque, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie et Saint-Vincent-et-les-Grenadines.

² Guyana, Suriname et Trinité-et-Tobago.

L'ÉCONOMIE MONDIALE AMORCE UNE LENTE REPRISE AU TROISIEME TRIMESTRE

Les dernières estimations publiées par le FMI en octobre 2020 anticipent un repli du PIB mondial de 4,4 % en 2020. Ces perspectives sont ainsi moins pessimistes qu'en juin dernier puisque le FMI tablait alors sur une contraction de 4,9 %. Cette révision s'explique par une moindre dégradation de l'activité au deuxième trimestre, en particulier dans les pays avancés, et par une reprise plus marquée au troisième trimestre. Cette estimation ne prend toutefois pas en compte les nouvelles mesures de confinement et de couvre-feu annoncées dans plusieurs pays européens au mois d'octobre, qui devraient peser sur l'activité durant les derniers mois de l'année. Pour 2021, la croissance économique mondiale pourrait s'établir à 5,2 %, soit une révision à la baisse de 0,2 point de pourcentage par rapport aux prévisions de juin.

Aux États-Unis, le PIB a rebondi au troisième trimestre pour progresser de 7,4 % en rythme trimestriel, après une chute de 9,1 % au trimestre précédent. La reprise de la consommation (+8,9 %) et de l'investissement privé (+16,3 %) sur le trimestre explique en grande partie cette tendance. Sur l'ensemble de l'année 2020, le FMI estime que le pays devrait enregistrer une baisse de son PIB de 4,3 %, nettement inférieure à ce qui avait été anticipé en juin (-8,0 %).

Dans la zone euro, le rebond a été encore plus marqué sur le trimestre puisque le PIB a augmenté de 12,6 % par rapport au trimestre précédent, soit la hausse la plus importante depuis le début des séries temporelles. À fin septembre, le taux de chômage a continué de croître pour s'établir à 8,3 % tandis qu'à l'inverse, le taux d'inflation s'est replié pour le deuxième mois consécutif (-0,3 %). Sur l'année entière, le PIB diminuerait de 8,3 % selon le FMI, avec des écarts marqués entre les pays.

En France, le PIB enregistre également une progression importante au troisième trimestre (+18,2 %) selon l'Insee. Les principales composantes du PIB rebondissent nettement, qu'il s'agisse de la consommation des ménages (+17,3 %), de l'investissement (+23,3 %), des importations (+16,0 %) ou des exportations (+23,2 %). Le FMI anticipe une chute du PIB de 9,8 % sur l'ensemble de l'année, plus marquée que celle estimée par la Banque de France (-8,7 %).

Le PIB a également retrouvé une trajectoire positive au Japon puisque le pays a enregistré une croissance de 5 % sur le trimestre. Le regain épidémique constaté aux mois de juillet et août a toutefois obéré la consommation des ménages et l'investissement des entreprises sur la période. Pour 2020, le FMI table sur une baisse du PIB de 5,3 % dans ses dernières estimations, soit une révision à la hausse de 0,5 point de pourcentage par rapport à juin.

Enfin, les pays émergents et en développement verraient leur PIB décliner de 3,3 % en 2020. Cette évolution masque toutefois d'importantes disparités entre les pays : la Chine pourrait voir son PIB croître de 1,9 % sur l'année tandis que l'Inde, le Brésil et le Mexique enregistreraient un repli de respectivement 10,3 %, 5,8 % et 9,0 %.

Sources : FMI, BEA, Eurostat, Insee, Banque de France, Gouvernement du Japon – données arrêtées à la date du 17 novembre 2020.